

## **Communiqué spécial sur la nécessité de mettre fin au blocus économique, commercial et financier des Etats-Unis contre Cuba**

1. Les chefs d'État et de gouvernement de l'Amérique latine et de la Caraïbe, réunis à Caracas, République Bolivarienne du Venezuela, le 3 décembre 2011, dans le cadre du Sommet de la Communauté d'États de l'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), expriment leur plus ferme rejet des mesures économiques coercitives et unilatérales appliquées pour des motifs politiques contre des pays souverains, qui se reflètent sur le bien-être de leurs peuples et qui sont conçues dans le but d'empêcher qu'ils exercent leur droit de décider, selon leur propre volonté, leurs propres systèmes politiques, économiques et sociaux.
2. Ils réitèrent leur vive désapprobation à l'application de lois et de mesures contraires au Droit international, telles que la Loi Helms-Burton, y compris son effet extraterritorial et ils exhortent le Gouvernement des États-Unis d'Amérique de mettre fin à son application.
3. Ils exigent, par conséquent, au gouvernement des États-Unis d'Amérique de mettre fin, en exécution des résolutions adoptées successivement par l'Assemblée générale des Nations-Unies et en réponse aux nombreux

appels des pays d'Amérique latine et de la Caraïbe, au blocus économique, commercial et financier qu'il maintient contre Cuba et qui est contraire au Droit international, cause des dommages considérables et injustifiables au bien-être du peuple cubain et affecte la paix et la coexistence entre les nations américaines.